

# Tunisie : une grève générale sur fond de crise politique

MONDE ARABE Enlisé dans un conflit social, le pays tourne au ralenti

- Le syndicat UGTT et le gouvernement sont en désaccord sur les augmentations salariales des fonctionnaires.
- Prise dans une spirale d'endettement 2011, la Tunisie a dû faire appel au FMI.
- La crise politique au sommet de l'Etat alimente les tensions.

TUNIS  
DE NOTRE CORRESPONDANT

Les rues de Tunis offraient, ce 17 janvier, un calme inhabituel. Les établissements scolaires et les banques publiques étaient fermés, l'aéroport tournait au ralenti, Tunisair, la compagnie nationale, avait annulé ses vols. Pour la seconde fois en moins de deux mois, l'UGTT, la centrale syndicale historique, avait appelé les fonctionnaires et salariés des entreprises publiques à cesser le travail. A la mi-journée, elle clamaient un taux de participation de 100 % dans la fonction publique. En cause, les négociations autour des augmentations salariales jusqu'en 2020. Le salaire brut moyen d'un fonctionnaire est de 1.580 dinars (464 euros).

## Lourd contentieux

Entamées depuis juin, ces discussions achoppent sur un point technique : l'UGTT a rejeté la

proposition du gouvernement de verser, en 2020, la deuxième tranche de la majoration accordée (de 136 à 180 dinars sur deux ans, soit de 40 à 52 euros) sous forme de baisse d'impôt, au motif, contesté par le gouvernement, que les retraités n'en bénéficieraient pas. La disproportion entre ce détail et l'appel à la grève générale s'explique par un contentieux beaucoup plus lourd. Dont la « Une » de l'édition hebdomadaire *Ech'Chaab* (Le Peuple), l'organe de l'UGTT, donne la clé : le Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, y est représenté comme une marionnette dont Christine Lagarde, directrice générale du FMI (le Fonds monétaire international) tire les ficelles. La grève précédente, le 22 novembre, était d'ailleurs placée sous le signe de la souveraineté, malmenée par la pression qu'exercent les bailleurs de fonds internationaux sur les choix économiques tunisiens.

Le gouvernement est en effet dans une position particulièrement inconfortable. Confrontée à une grave crise des finances publiques, la Tunisie a appelé deux fois le FMI à la rescousse depuis 2011, d'abord en juin 2013, puis en 2016 pour un prêt de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans, en contrepartie d'un redressement des comptes publics, à la dérive depuis 2011.

La Tunisie post-révolutionnaire a dû encaisser le double choc de l'incertitude politique puis du terrorisme en 2015, qui a fait fuir investisseurs et tou-

ristes. L'Etat a dû absorber la colère en embauchant à tours de bras. Résultat : l'effectif de la fonction publique est passé de 491.000 en 2010 à 643.000 en 2017 (après un pic à 659.000 en 2016). La masse salariale de l'Etat absorbe à présent 45 % de ses recettes. Le système de subvention de l'énergie a obligé les finances publiques à absorber l'envolée de la facture pétrolière. Le gouvernement ne peut maintenir une petite capacité à investir (15 % du budget) qu'en empruntant. Résultat : la dette publique a explosé d'environ 40 % du PIB en 2010 à 70 % du PIB en 2018 et quasiment un quart du budget est consacré à son remboursement.

Comme le déplorait le Premier ministre, Youssef Chahed, mardi soir : « les augmentations salariales accordées après la révolution en l'absence d'une croissance effective n'ont pas produit les effets escomptés. Elles ont plutôt abouti à l'augmentation du taux d'endettement et d'inflation et aussi à l'affaiblissement du pouvoir d'achat des citoyens ». L'ensemble de la population ressent l'inflation - entre 7 et 8 % -, alimentée par le déficit commercial, lui-même creusé par le décrochage du dinar (passé de 1,9 dinar - début 2011 - à 3,4 dinars pour un euro). Les banques, elles s'assèchent, avec un taux d'épargne en net recul depuis 2011.

## Duel au sommet

La stratégie d'union nationale lancée par le chef de l'Etat Beji

Caïd Essebsi en juin 2016 pour associer toutes les forces politiques et syndicales autour d'un programme de réformes économiques, destinées notamment à enrayer la spirale de l'endettement, n'a pas résisté à la division au sommet de l'Etat. Choisi pour en être le docile exécutant, Youssef Chahed a rapidement dévoilé ses ambitions politiques à l'approche des élections de fin 2019. Il concurrence la mainmise du chef de l'Etat et de son fils Hafedh Caïd Essebsi, sur le parti Nidaa Tounes.

Dans cette guerre ouverte, l'UGTT réclame le départ d'un Premier ministre qu'elle juge trop adossé à ses soutiens internationaux. Tandis que l'appui du parti islam-conservateur Ennahdha à Youssef Chahed a relancé contre lui les manœuvres hostiles.

La conjonction d'une crise économique, de la frustration sociale et d'un conflit politique laisse augurer d'une année électorale périlleuse. ■

THIERRY BRÉSILLON

## CHIFFRES

# 1.580

Le salaire brut moyen d'un fonctionnaire est de 1.580 dinars (464 euros)

# 2,9

milliards de dollars sur quatre ans : le prêt sollicité par la Tunisie auprès du FMI

## MAROC/UE

### Accord commercial étendu au Sahara occidental

Le Parlement européen a voté mercredi un texte éten-

dant au territoire contesté du Sahara occidental les tarifs douaniers préférentiels octroyés par accord commercial au Maroc, sans contredire la jurisprudence européenne. Le vote de ce texte marque une « nouvelle

étape dans le partenariat stratégique » entre l'UE et le Maroc, s'est félicitée Federica Mogherini, la cheffe de la diplomatie européenne, arrivée mercredi soir à Rabat pour une visite. L'accord, voté à 444 voix

pour (167 voix contre), concerne les produits de l'agriculture et de la pêche. Il doit encore être avalisé par le Conseil de l'UE pour entrer en vigueur. (afp)

*diagonale* **Entre Chine et Canada, une guerre des nerfs alimentée par des détentions arbitraires**

**L**e centrisme occidental est totalement évident dans les désaccords récents entre la Chine et le Canada. Quoi que fasse le Canada, c'est forcément dans le cadre de l'Etat de droit, au contraire de la Chine. Il est temps que les élites canadiennes sortent de ce double standard culturel et narcissique. » Entre Pékin et Ottawa, rien ne va plus, comme l'indique cet extrait d'un éditorial du *Global Times*, journal chinois proche du pouvoir.

L'incident déclencheur de cette dégradation diplomatique a été l'arrestation le 1<sup>er</sup> décembre dernier par la justice canadienne de Meng Wanzhou, vice-présidente de Huawei, le géant chinois de la téléphonie. Une arrestation réalisée à la demande des Etats-Unis, qui l'accusent de transactions frauduleuses violant les sanctions américaines contre l'Iran. Elle a été ensuite placée en résidence surveillée, le temps que la justice canadienne examine la demande d'extradition déposée par les USA.

Dans les jours qui ont suivi, deux ci-

toyens canadiens ont été arrêtés en Chine : un ancien diplomate travaillant pour l'ICG, un groupe international de recherche pour la paix, et un organisateur de voyages en Corée du Nord. Les deux hommes sont officiellement soupçonnés « d'activités menaçant la sécurité nationale de la Chine ».

Et cette semaine, un autre ressortissant canadien, Robert Schellenberg, qui avait été condamné en Chine à 15 ans de prison pour trafic de drogue vient, lors d'un appel express, de se voir infliger la peine de mort. Même si son avocat dénonce le fait qu'il n'y avait aucun élément à charge neuf permettant de justifier un tel alourdissement de peine.

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau avait immédiatement réagi : « C'est très inquiétant que la Chine commence à agir de façon arbitraire pour appliquer la peine de mort, surtout à un Canadien ». Dans la foulée, Ottawa avait appelé les Canadiens se rendant en Chine à faire « preuve d'une grande prudence » face au « risque d'application arbitraire des lois locales ».

Cela n'avait pas plu, mais alors pas du tout, à Pékin. En parallèle à l'édition du *Global Times*, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chunying, a sèchement déclaré exhorter « la partie canadienne à respecter l'Etat de droit et la souveraineté judiciaire de la Chine, à corriger ses erreurs et à cesser de tenir des propos irresponsables ». Avant d'ajouter : « Le Canada devrait rappeler à ses citoyens de ne pas faire de trafic de drogue en Chine », tout en appelant les Chinois à « bien évaluer les risques » avant de voyager au Canada, pays qui n'a pas hésité à « détenir de façon arbitraire » une citoyenne chinoise.

Cet échange de propos virils pourrait faire sourire, façon escalade verbale entre le général Tapioca et son collègue Alcazar dans « Tintin et les Picaros ». Sauf que Robert Schellenberg risque bel et bien d'être exécuté. Une façon pour Pékin, estiment plusieurs experts internationaux, de mettre une pression maximale pour que le Canada renvoie M<sup>me</sup> Meng en Chine et pas aux Etats-Unis. ■

VÉRONIQUE KIESEL